

OCDE/OECD

*Organisation de Coopération et
de Développement Economiques*

*Organisation for Economic Co-Operation
and Development*



CILSS

*Comité Permanent Inter-Etats
de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel*

*Permanent Inter-State Committee
for Drought Control in the Sahel*

**Compte rendu de la réunion annuelle du
Réseau de prévention des crises alimentaires
au Sahel**

Paris, 27-28 novembre 1997

**SAH/CR(97)94
Décembre 1997**

Diffusion générale

Compte rendu de la réunion annuelle du
Réseau de prévention des crises alimentaires
au Sahel

OCDE/Paris, 27-28 novembre 1997

Mots clés : crise alimentaire; aide alimentaire; sécurité alimentaire; charte de l'aide alimentaire; prix / Sahel; Burkina Faso

Le compte rendu de la réunion a été rédigé par Monsieur Jean-Jacques Gabas (COBEA-Université Paris XI/IUT Orsay), Monsieur Roger Pons et Mlle Marie-Christine Lebret.

Les idées exprimées et les faits exposés dans ce document n'engagent pas nécessairement le CILSS, l'OCDE/Club du Sahel ni l'Université Paris XI.

Table des matières

Principales conclusions et recommandations.....	1
Introduction.....	3
I. LA SITUATION AGRICOLE	4
I.1 Résultats définitifs de la campagne 1996-97	4
I.2 Déroulement de l'hivernage et bilan prévisionnel de la campagne 1997-98	4
II. LES FLUX D'AIDE ALIMENTAIRE EN DIRECTION DES PAYS DU CILSS EN 1996 ET 1997	8
III. L'EVALUATION DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE L'AIDE ALIMENTAIRE AU SAHEL	8
IV. L'IMPACT DES DISTRIBUTIONS D'AIDE ALIMENTAIRE AMERICAINE AU SAHEL	9
V. LA HAUSSE DES PRIX DES CEREALES AU BURKINA FASO DANS UN CONTEXTE REGIONAL...	10
ANNEXES :	
1. Liste des documents distribués au cours de la réunion.....	13
2. Liste des participants.....	15

REUNION DU RESEAU DE PREVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

27-28 novembre 1997, OCDE Paris

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Les résultats définitifs de la campagne agricole 1996-97 donnent une production brute de céréales dans les pays du CILSS de 9,2 millions de tonnes, soit une hausse légère par rapport à la campagne précédente et à la moyenne des cinq dernières années. On note, du fait de la croissance de la population une baisse de la production par habitant. La croissance des importations commerciales, de l'aide alimentaire et l'utilisation des stocks ont permis de combler cette croissance limitée de la production céréalière.
2. Le déroulement de la campagne 1997-98 a été atypique comparé aux campagnes précédentes avec des pluies très irrégulières affectant les semis. Malgré cela, les estimations de production de céréales s'élèvent à 9,14 millions de tonnes, soit un niveau sensiblement identique à ceux atteints les deux années antérieures.
3. Selon les pays du CILSS, on relève des situations assez différentes. On note des récoltes en régression au Burkina Faso, au Sénégal, en Gambie et au Cap-Vert, et à l'inverse une croissance des productions au Mali, au Tchad, en Guinée Bissau et en Mauritanie. Le Niger se maintient à peu près au même niveau.
4. Plusieurs participants ont insisté sur la situation des stocks nationaux de sécurité. Ceux-ci sont inexistantes au Tchad et très faibles au Niger. Du fait de l'enclavement de ces pays, une crise agricole risquerait d'avoir des conséquences alimentaires graves. Le Secrétariat du CILSS pourrait jouer un rôle actif permettant de dépasser les difficultés de coordination au sein des Etats entre Bailleurs de fonds et Gouvernement.
5. A l'inverse de la tendance mondiale de l'aide alimentaire qui s'inscrit à la baisse, les pays du CILSS enregistrent une légère hausse.
6. Les prévisions de récoltes dans les pays côtiers d'Afrique de l'ouest sont assez bonnes. Ces informations sont considérées comme essentielles pour suivre la situation alimentaire dans les pays du CILSS.
7. On constate une amélioration de la production mondiale de blé, maïs et sorgho en 1997. Cela a comme conséquence une reconstitution des stocks et une stabilisation des cours mondiaux. Toutefois, cette situation apparaît comme fragile.
8. L'évaluation conjointe du CILSS et du Club du Sahel de l'application de la charte de l'aide alimentaire a été menée dans quatre pays : la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Il ressort des situations très contrastées tant sur la qualité de l'information, le degré de confiance et de coordination entre les acteurs, que dans la mise en œuvre de l'aide alimentaire. On notera la croissance marquée des achats locaux et des opérations triangulaires, notamment au Niger, pour une partie des donateurs.

9. Plusieurs participants ont relevé que la charte de l'aide alimentaire devait être mieux connue dans chacun des Etats du CILSS, et que le Secrétariat du CILSS à travers son projet PREGEC devait contribuer à améliorer sa connaissance.
10. Plusieurs participants ont relevé que l'évaluation de l'aide alimentaire dans ses pratiques était nécessaire mais qu'il fallait aussi s'intéresser aux autres aspects de la sécurité alimentaire.
11. Les participants ont marqué un grand intérêt à ce que le CILSS et le Club du Sahel poursuivent leurs activités dans le cadre du groupe de réflexion sur les systèmes d'information. En effet, les questions de coordination entre les différents dispositifs se posent, mais surtout l'avenir de ces dispositifs, la question de l'internalisation des dispositifs restant entière.
12. Beaucoup de participants ont demandé à ce que les bilans céréaliers soient progressivement étendus aux bilans alimentaires. Compte tenu des grandes difficultés méthodologiques, il a été suggéré qu'un état des lieux soit dressé sur la disponibilité des informations permettant d'envisager la faisabilité d'un tel exercice.
13. Suite à la réunion du Réseau tenue en novembre 1996, une étude a été présentée sur les prix des céréales et de l'élevage au Burkina Faso et dans quelques pays d'Afrique de l'ouest et du centre. L'analyse montre que cette hausse des prix s'explique par une série de facteurs affectant l'offre, la demande, mais surtout provenant de changements dans les comportements des acteurs. Les conséquences de cette hausse des prix ont été analysées en portant une attention sur les consommateurs à Ouagadougou.
14. Plusieurs participants ont considéré que cet exercice était utile à la compréhension des faits et devait être présenté au Burkina Faso mais aussi étendu à d'autres pays du CILSS.
15. Les résultats de l'atelier régional sur la préparation du PREGEC ont été présentés, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée de ce projet par rapport à l'ensemble des dispositifs de prévention et de gestion des crises. Les participants ont soulevé la question de la relation avec les activités du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires et exprimé le souhait qu'au fur et à mesure que le PREGEC se développe il puisse affirmer son rôle dans l'animation du Réseau.
16. A l'invitation du Secrétariat du CILSS, il a été proposé que la prochaine réunion du Réseau se tienne dans un pays sahélien.

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU RESEAU DE PREVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

OCDE, Paris 27-28 novembre 1997

Introduction

Le Directeur du Club du Sahel a introduit cette treizième réunion du Réseau en insistant sur plusieurs points qui méritent une attention particulière de la part des bailleurs de fonds mais aussi des Etats membres du CILSS.

Tout d'abord, le Sahel ne connaît pas de situation de crise majeure, mais il est nécessaire de relever que les populations vulnérables sont en nombre croissant au Niger, en Mauritanie au Sénégal et en Gambie. Dans plusieurs zones, malgré les disponibilités de céréales, le niveau des prix limite fortement l'accessibilité des populations aux denrées alimentaires. Les stocks nationaux de sécurité restent à un niveau extrêmement bas au Niger et au Tchad et ces derniers ne se reconstituent que très lentement.

Quant aux stocks paysans, ils ne se reconstituent que très partiellement. Ensuite, de grands efforts sont encore nécessaires pour améliorer la transparence dans les informations sur la situation alimentaire de certains pays et en conséquence leur degré de crédibilité. Ceci éviterait que les bailleurs de fonds ne limitent leurs interventions en faveur des populations réellement dans le besoin d'un secours d'urgence.

Enfin, l'attention a été attirée sur la situation des éleveurs et du cheptel qui sont cette année dans une situation précaire dans plusieurs régions du Sahel.

Le Directeur a présenté l'ordre du jour de la réunion qui a permis d'aborder les points suivants :

- présentation des résultats définitifs de la campagne 1996-97 et prévisionnels 1997-98,
- analyse de l'évolution de l'aide alimentaire au Sahel, de l'application de la charte de l'aide alimentaire au Sahel et de l'évaluation de l'impact de l'aide alimentaire menée par l'USAID,
- état d'avancement du groupe de travail sur les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire,
- analyse de l'évolution des prix des céréales au Burkina Faso dans un contexte régional,
- présentation du projet CILSS/PREGEC.

I. SITUATION AGRICOLE

I.1 Résultats définitifs de la campagne 1996-97

La production brute de céréales dans les pays du CILSS a atteint 9.240.000 tonnes, en très légère hausse (+1%) par rapport à la campagne de l'année précédente ainsi qu'à la moyenne des cinq dernières années.

Compte tenu de la croissance de la population, cette stagnation des récoltes aboutit à une baisse de la production brute par habitant : -1% sur l'année précédente avec 185 kg par personne et -7% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (200 kg) (cf. tableau 2 pour les productions par habitant et par pays des campagnes 1992/93 à 1996/97).

La production nette a été de 7,5 millions de tonnes et a permis la couverture des besoins (10,09 millions de tonnes) à concurrence de 75%. La différence a été comblée par des importations commerciales (1.727.300 tonnes, en hausse de 21% sur la précédente campagne, notamment au Sénégal, au Niger et en Mauritanie), par l'aide alimentaire (168.500 tonnes), et par un déstockage appréciable. Les stocks ont régressé de 806.000 tonnes début novembre 1996 à 595.000 tonnes fin octobre 1997. Ils étaient irrégulièrement répartis à cette date : élevés au Mali, Sénégal, et Burkina Faso ; faibles ailleurs, particulièrement au Niger et au Tchad où les stocks nationaux de sécurité étaient pratiquement épuisés.

Les disponibilités totales ont permis de dégager une consommation apparente de 9.613.000 tonnes en hausse de 6% sur celle de la campagne 1995-96.

La situation alimentaire a été marquée par une production céréalière moyenne. Des zones traditionnellement excédentaires ont été déficitaires en 1996, ce qui a contribué au dysfonctionnement du marché. C'est ainsi que la hausse continue des prix dans les zones de faible production ou non agricoles et dans les villes n'a pas permis aux populations, notamment les couches défavorisées, de s'alimenter correctement. Dès janvier 1997, les prix des céréales ont monté sur la plupart des marchés, sauf au Mali et au Burkina Faso où ils ont un peu régressé par rapport à 1995-96. Face à cette situation, les Etats du CILSS ont procédé à des distributions gratuites ou à des ventes à prix social des céréales prélevées sur les stocks nationaux de sécurité pour aider ces populations en difficulté.

I.2 Déroulement de l'hivernage et bilan prévisionnel de la campagne 1997-98

La saison des pluies s'est déroulée de manière chaotique au Sahel en 1997¹. Marquée d'abord par la précocité, elle s'est ensuite caractérisée par un quasi-arrêt des précipitations pendant plusieurs semaines de la mi-juillet à la mi-août. Puis, les pluies ont été abondantes et bien réparties de la fin du mois d'août au début du mois d'octobre.

Cette forte irrégularité a eu des conséquences importantes sur les semis notamment. Elle a affecté plus particulièrement certains pays : la Gambie, le Sénégal, le Cap-Vert, la Mauritanie, le Niger et même diverses zones du Mali et du Burkina Faso.

¹ « Sahel : situation météorologique et état des cultures en 1997 », rapports n° 1 à 5, du 13 juin 1997 au 10 octobre 1997, SMIAR/FAO, Rome.

Les estimations de production brute pour la campagne 1997-98 établies comme chaque année par une série de missions conjointes FAO/CILSS d'évaluation des récoltes dans chaque pays, se situent à 9.140.000 tonnes, soit un niveau très proche de celui atteint les deux années précédentes, et à 2% inférieur à la moyenne des cinq dernières années. La récolte est en régression au Burkina Faso, au Sénégal, en Gambie et au Cap-Vert. La baisse va de 8 à 24% par rapport à la campagne précédente. En revanche, les productions augmentent (de 7 à 26%) au Mali, au Tchad, en Guinée-Bissau et en Mauritanie. Le Niger se maintient à peu près au même niveau.

La récolte de mil a été plus affectée par les variations brusques du climat : avec 4 millions de tonnes elle décline de 7% par rapport à 1996. Par contre, le riz a bien résisté, les prévisions de récolte se situant à 1,4 million de tonnes soit une hausse de 10% par rapport à la dernière campagne.

Au plan régional, la production brute par Sahélien a diminué de 4% en un an et de plus de 8% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (cf. tableau 2). On compte au Sahel plus de 51 millions d'habitants et l'on redoute la pénurie d'eau pour l'alimentation de la population, en particulier au Cap-Vert et au Burkina Faso (les barrages qui approvisionnent Ouagadougou ne sont qu'à moitié remplis).

A noter également que les pâturages seront insuffisants, ce qui devrait entraîner une descente précoce des troupeaux au cours de la saison sèche, avec les problèmes que cela pose. Quant aux prédateurs des cultures, si l'on a observé la prolifération des oiseaux granivores, la situation a été plutôt calme sur le front des criquets. Mais là encore, faute de vigilance, la situation pourrait être très différente l'an prochain. Le bilan céréalier prévisionnel que l'on peut faire au moment où les récoltes ne sont pas encore terminées, comporte les éléments suivants :

Production céréalière nette :	7.418.000 tonnes
Stocks initiaux :	595.000 tonnes (dont 245.000 chez les paysans et 350.000 chez les commerçants ou dans les offices publics).
Besoins :	10.418.000 tonnes dont 9.993.000 tonnes pour la consommation humaine et 425.000 de stocks en fin d'exercice.
Déficit brut :	2.405.000 tonnes.
Importations commerciales :	1.601.000 tonnes
Exportations :	44.000 tonnes
Aide alimentaire prévue :	111.000 tonnes (provenance hors région ; achats locaux exclus)
Déficit subsistant :	737.000 tonnes.

Quant aux prix, ils devraient rester stables. La situation des personnes vulnérables ne s'améliorera donc pas sur ce plan.

Certaines actions sont déjà envisagées par le Niger, le Sénégal ou la Mauritanie, au bénéfice des habitants des zones déshéritées. L'aide alimentaire d'urgence leur sera dispensée. On songe aussi à approvisionner le bétail. Parmi les autres mesures nécessaires, citons : le soutien aux cultures de contre-saison ou de décrues et surtout la reconstitution des stocks de sécurité nationaux, là où ils sont les plus réduits : au Niger et au Tchad (cf. tableau 1).

Tableau 1

SITUATION DES STOCKS PUBLICS
CAMPAGNE AGRICOLE 1997/98

Produit : Céréales
Unité : Milliers de tonnes

Pays	Quantités	Nature	Organisme de gestion
Burkina Faso	25.0	SNS	SONAGESS
Cap-Vert	16.1	Public	EMPA/MOAVE
Gambie	NC	-	-
Guinée Bissau	NC	-	-
Mali	29.4	SNS	OPAM
Mauritanie	9.6	Public	CSA
Niger	7.0	SNS	OPVN
Sénégal	2.5	Public	CSA
Tchad	0	SNS	ONC

source : DIAPER/Centre AGRHYMET, Niamey, Niger

SNS = Stock National de Sécurité
Public = Stock géré par les services ou sociétés para-publics
NC = Non Concerné

Selon le représentant de la FAO, les récoltes 1997-98 devraient être assez bonnes dans les pays côtiers de l'Afrique de l'ouest², spécialement au Nigeria. Dans les autres parties de l'Afrique, les perspectives varient : mauvaises en Ouganda, Somalie, Ethiopie et Tanzanie ; elles sont correctes au Rwanda et au Burundi et encore inconnues en Afrique australe (méconnaissance due en partie à l'effet El Nino).

Au plan mondial, alors que 1996 a été marqué par une hausse des prix des céréales et des difficultés pour les pays importateurs, on constate actuellement une amélioration : la production globale (blé, maïs, sorgho) atteint un record avec 1,89 milliard de tonnes et le niveau des stocks remonte chez les principaux exportateurs.

² « Preliminary assessment of 1997 cereal production in western Africa », SMIAR/FAO, novembre 1997. « Perspectives de l'alimentation », SMIAR/FAO, juillet/août/septembre 1997, Rome.

Tableau 2

PRODUCTION CEREALIERE PREVISIONNELLE PAR HABITANT DE LA CAM

Comparaison sur les cinq dernières années

Pays	PRODUCTION PAR HABITANT (KG)						Prév Cam 199
	Campagne 1992/93	Campagne 1993/94	Campagne 1994/95	Campagne 1995/96	Campagne 1996/97	Moyenne 1992/96	
Burkina Faso	260	262	249	224	235	246	
Cap-Vert	28	32	8	20	3	18	
Gambie	130	99	85	93	95	100	
Guinée Bissau	167	176	182	187	135	169	
Mali	212	256	276	241	240	245	
Mauritanie	47	75	90	94	50	71	
Niger	263	210	277	232	243	245	
Sénégal	109	134	116	127	117	121	
Tchad	167	103	187	135	127	144	
CILSS	195	191	213	188	185	194	

Source : CILSS/DIAPER

II. LES FLUX D'AIDE ALIMENTAIRE EN DIRECTION DES PAYS DU CILSS EN 1996 ET 1997

Au niveau mondial, les livraisons d'aide alimentaire ont tendance à diminuer très nettement depuis 1993, passant de 16,8 millions de tonnes à 7,5 millions de tonnes en 1996. En 1997, la tendance ne s'inversera pas et on devrait enregistrer des niveaux se situant entre 5,5 et 6,5 millions de tonnes. Pour la seconde année consécutive, on se situe en deçà de l'objectif annuel de 10 millions de tonnes fixé en 1974 par la Conférence mondiale de l'alimentation. Cette diminution a touché l'ensemble des régions.

Par rapport à cette tendance mondiale, les pays du CILSS se singularisent nettement. En effet, les livraisons au cours de la campagne 1996-97 se sont élevées à 272.337 tonnes soit 80.000 tonnes de plus qu'en 1995-96. Les céréales avec 244.000 tonnes représentent la principale aide alimentaire. Cette croissance globale a bénéficié à l'ensemble des pays du CILSS. L'aide projet (Niger, Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad) et l'aide d'urgence (Mauritanie, Niger, Burkina Faso) ont nettement augmenté. Quant à l'aide programme (Cap-Vert), celle-ci voit son niveau stagner depuis trois années.

Les principaux donateurs sont les Etats-Unis (79.000 tonnes), l'Allemagne (31.000 tonnes), le Canada (21.000 tonnes), la Commission européenne (19.000 tonnes), la France (18.000 tonnes) et le Japon (16.000 tonnes).

L'aide triangulaire et les achats locaux représentent 92.000 tonnes soit 34% du total des livraisons. Ceci contraste avec la situation mondiale où ces types d'opérations atteignent 17%³.

III. L'EVALUATION DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE L'AIDE ALIMENTAIRE AU SAHEL

L'application de la charte de l'aide alimentaire a été évaluée, cette année, dans quatre pays : Mauritanie, Sénégal, Niger et Tchad. On constate des niveaux d'application très hétérogènes selon les pays.

En Mauritanie, les dispositifs d'informations permettant l'évaluation de la sécurité alimentaire des populations sont encore embryonnaires. Le niveau de concertation entre les acteurs reste assez faible. Quant à la mise en oeuvre de l'aide, celle-ci souffre principalement d'un manque d'informations fiables et récurrentes sur les populations nécessiteuses.

Au Sénégal, les systèmes d'informations existent mais demandent encore des améliorations. Globalement, on observe une baisse des volumes de l'aide alimentaire. Ce désintérêt des donateurs vis-à-vis de l'outil aide alimentaire aboutit à une absence de concertation régulière en matière de prévention des crises alimentaires, en particulier entre les donateurs. Les projets d'aide alimentaire restent néanmoins assez nombreux mais de petites tailles et sont principalement conduits sous la forme d'aide projet par le PAM.

³ « Analyse des flux d'aide alimentaire à destination des pays membres du CILSS » document préparé par le PAM/INTERFAIS et la FAO/SMIAR à l'occasion de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, 27-28 novembre 1997, OCDE, Paris

Au Niger, les systèmes d'informations s'améliorent à la satisfaction de l'ensemble des acteurs. Le niveau de concertation reste faible entre les donateurs et inexistant entre les donateurs et le gouvernement. La mise en oeuvre de l'aide est caractérisée par l'absence de stock de sécurité et par l'absence d'un plan précis et coordonné d'intervention. Globalement, l'aide alimentaire distribuée gratuitement diminue au profit d'opérations alternatives (micro-réalisations en vivres contre travail, ventes subventionnées, distribution de semences...) et une forte place est laissée à l'aide alimentaire en céréales locales ou régionales.

Au Tchad, les systèmes d'informations semblent satisfaire la majeure partie des acteurs. Le niveau de concertation entre les acteurs est, par contre, faible entre les donateurs et le gouvernement. La mise en oeuvre de l'aide se caractérise par l'absence de stock de sécurité ; et globalement, l'aide alimentaire distribuée gratuitement diminue au profit d'opérations alternatives.

IV. L'IMPACT DES DISTRIBUTIONS D'AIDE ALIMENTAIRE AMERICAINE AU SAHEL

L'USAID a mené une étude d'impact de l'aide alimentaire programmée américaine dans le Sahel sur les 38 dernières années. Cette aide représente environ 500 millions de dollars américains, soit la moitié de l'aide alimentaire totale au Sahel sur cette période. L'autre moitié a soutenu des programmes d'urgence (incluant ceux gérés par le PAM). L'aide programmée américaine soutient des activités de développement à long terme comprenant :

- le soutien aux réformes de politiques alimentaires,
- le soutien à la sécurité alimentaire par l'utilisation des fonds de contrepartie,
- la création d'emploi et le développement des infrastructures grâce aux projets Vivres Contre Travail (VCT),
- l'amélioration du statut nutritionnel par des programmes de santé materno-infantiles, et
- l'amélioration du niveau d'éducation scolaire grâce aux programmes de cantines scolaires.

Cette étude présente des conclusions mitigées. Ces programmes, aux objectifs à long terme, ont eu des difficultés à générer des résultats mesurables. Les programmes portant sur la santé materno-infantile n'ont pas eu d'impact nutritionnel sur les jeunes enfants. Les programmes cantines scolaires ont généré des résultats positifs et mesurables mais présentent des problèmes de durabilité. D'autres enfin, comme ceux visant les réformes politiques ou les programmes vivres contre travail, ont certainement eu des effets positifs dans bien des cas, mais les effets sont difficilement mesurables du fait de problème d'attribution (des effets aux programmes spécifiques les générant) et des effets négatifs parallèlement générés. Plus précisément, voici quelques résultats de cette étude :

- ◇ L'aide alimentaire programmée et les réformes des politiques économiques : Il existe une contradiction dont a pu souffrir l'aide alimentaire américaine au début des années 80 : l'aide alimentaire tendait à renforcer les agences d'Etat et à faciliter l'intervention des Etats sur les marchés alors qu'au même moment le rôle de l'Etat aurait du être diminué pour encourager une croissance conduite par le secteur privé. Enfin, plusieurs réformes politiques couronnées de succès dans le Sahel ont été atteintes grâce à l'action coordonnée de l'USAID et d'autres donateurs ; cette coordination ne permet pas d'attribuer les changements positifs uniquement à l'aide de l'USAID.

- ◇ L'aide alimentaire programmée et les fonds de contrepartie : Les fonds de contrepartie en monnaie locale ont été investis dans une gamme variée d'activités. Les retours ont été d'une qualité aussi très variée : positifs (par exemple dans le cadre des plantations d'arbres pour la stabilisation des dunes), négatifs (pour les financements des agences commerciales d'Etat). Par ailleurs, des problèmes d'ambiguïté ont aussi été soulevés dans l'appropriation et la fongibilité des fonds de contrepartie.
- ◇ L'aide alimentaire en Vivres Contre Travail : En général, les VCT ont été un outil de ciblage efficace des populations pauvres durant les périodes de sécheresses difficiles vécues par le Sahel. Cependant, leurs effets en tant qu'outil de développement à long terme sont mixtes et peu documentés.
- ◇ L'aide alimentaire et les programmes de santé materno-infantile : Dans la plupart des programmes, il n'a pas pu être présenté de résultats mesurables et probants d'un impact positif sur l'état nutritionnel des bénéficiaires. La plupart de ces programmes ont été arrêtés à la fin des années 80.
- ◇ Les programmes cantines scolaires : Selon les évaluateurs, l'un des deux programmes de ce type conduits dans le Sahel, a eu un impact positif sur la nutrition des enfants, sur la présence à l'école et sur les résultats scolaires. Les informations n'étaient pas disponibles pour l'autre programme.

Le Réseau a accueilli avec intérêt la présentation de l'étude⁴ et la démarche de l'USAID. Il a été cependant mentionné qu'au contraire de ce qui est écrit dans l'étude, l'aide alimentaire américaine a certainement eu un impact majeur sur la stabilité politique de la région. Par ailleurs, ce genre d'initiative d'étude à dimension régionale devrait être communiquée au CILSS. Il a aussi été mentionné qu'un tel travail devrait aussi porter sur l'aide d'urgence. Les membres du Réseau ont enfin montré leur intérêt sur l'impact que pourrait avoir une telle étude sur la future politique d'aide alimentaire américaine, point qui n'est pas soulevé dans les conclusions.

V. LA HAUSSE DES PRIX DES CEREALES AU BURKINA FASO DANS UN CONTEXTE REGIONAL

Suite à la réunion du Réseau en novembre 1996, plusieurs participants se sont interrogés sur la hausse des prix des céréales en Afrique de l'ouest et ses conséquences sur la sécurité alimentaire. Une étude a été menée au cours de l'année 1997 par une équipe de chercheurs de l'INRA-Montpellier et du COBEA/Université Paris XI afin de comprendre cette évolution des prix des céréales et plus précisément comprendre si ces prix ont franchi un certain palier, c'est-à-dire un seuil en deçà duquel ils ne redescendent pas et si cette hausse est un phénomène observé dans d'autres pays d'Afrique de l'ouest.

⁴ « *Impact evaluation : food aid in the Sahel* », USAID, 1997 n° 8, Washington.

Plusieurs enquêtes ont été menées⁵ auprès des consommateurs dans la ville de Ouagadougou, auprès de commerçants et de producteurs dans plusieurs régions du Burkina Faso. Il en ressort que les principaux facteurs qui expliquent cette hausse des prix décalée par rapport à la dévaluation de 1994 se situent principalement au niveau de la demande par une croissance assez sensible du commerce régional (en faveur du Bénin, du Ghana et de la Côte d'Ivoire), au niveau de l'offre par un effet sur la mise en marché des céréales suite à la restructuration de la filière coton.

Mais il semble que les changements dans les prix s'expliquent plus largement par une modification dans les règles du jeu de l'échange : les producteurs ne veulent plus brader leurs céréales et ont un changement très net d'attitude vis-à-vis du marché. Actuellement, il semble que l'on entre dans une période moins turbulente que celle observée en 1995-96 et qu'une stabilisation soit envisageable pour l'ensemble des pays étudiés (Burkina Faso, Sénégal, Tchad, Niger et Bénin).

⁵« *La hausse des prix des céréales au Burkina Faso dans le contexte régional : ampleur et analyse* » J. EGG, J.J GABAS, B. KI-ZERBO, V. ANCEY, COBEA/INRA, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, Paris les 27-28 novembre 1997.

DOCUMENTS DISTRIBUES AU COURS DE LA REUNION

1. « *Situation alimentaire céréalière prévisionnelle des pays du CILSS* », exercice 1997-98, DIAPER/CILSS, Centre AGRHYMET, Niamey, novembre 1997.
2. « *Situation alimentaire céréalière des pays du CILSS* », exercice 1996-97, DIAPER/CILSS, Centre AGRHYMET, Niamey, novembre 1997.
3. « *Atelier régional sur la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel* » CILSS/PREGEC, Niamey 18-20 novembre 1997.
4. « *Le moniteur de l'aide alimentaire mondiale* », PAM/INTERFAIS, édition spéciale couvrant les pays du CILSS, novembre 1997, Rome.
5. « *Analyse des flux d'aide alimentaire à destination des pays membres du CILSS* » document préparé par le PAM/INTERFAIS et la FAO/SMIAR à l'occasion de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, 27-28 novembre 1997, OCDE, Paris.
6. « *Outil d'aide à la lecture des bilans céréaliers des pays du CILSS* », Club du Sahel SAH/D(97)468, Paris.
7. « *Preliminary assessment of 1997 cereal production in Western Africa* », SMIAR/FAO, novembre 1997.
8. « *Perspectives de l'alimentation* », SMIAR/FAO, juillet/août/septembre 1997, Rome.
9. « *Sahel : situation météorologique et état des cultures en 1997* », rapports n° 1 à 5, du 13 juin 1997 au 10 octobre 1997, SMIAR/FAO, Rome.
10. « *Note de réflexion sur la participation des populations à la gestion de la sécurité alimentaire : mise en place d'un système de gestion communautaire de la sécurité alimentaire au Sahel (SYGEC)* », Mamadou Diouf, AGRHYMET, 29 octobre 1997, Niamey.
11. « *Impact evaluation : food aid in the Sahel* », USAID, 1997 n° 8, Washington.
12. « *La hausse des prix des céréales au Burkina Faso dans le contexte régional : ampleur et analyse* » J. EGG, J.J GABAS, B. KI-ZERBO, V. ANCEY, COBEA/INRA, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.

13. « *Consommation alimentaire urbaine et hausse des prix au Burkina Faso* » B. KI-ZERBO et V. ANCEY, COBEA/INRA, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.
14. « *Analyse des prix des céréales dans quelques pays d'Afrique de l'ouest* », K. TRAORE, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.
15. « *La hausse des prix des céréales au Burkina Faso : constats et analyse des changements institutionnels* », B. KI-ZERBO, COBEA/INRA, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.
16. « *La hausse des prix du bétail et l'économie de l'élevage au Burkina Faso* », V. ANCEY, COBEA/INRA, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.
17. « *La prévention des crises alimentaires : les SAP* » Document/fiches AEDES, 1997, Bruxelles.
18. « *Evaluation de l'application de la charte de l'aide alimentaire en Mauritanie* », M. LAUTIER, M. CISSE, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.
19. « *Evaluation de l'application de la charte de l'aide alimentaire au Niger* », M. BOCOUM, M.C. LEBRET, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.
20. « *Evaluation de l'application de la charte de l'aide alimentaire au Sénégal* », I. ADAMOU, M.C. LEBRET, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.
21. « *Evaluation de l'application de la charte de l'aide alimentaire au Tchad* », A. SALL, S. COELO, document présenté à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, les 27-28 novembre 1997, Paris.

**REUNION DU RESEAU DE PREVENTION
DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL****Paris, 27 et 28 novembre 1997**LISTE DES PARTICIPANTS**CILSS**

Monsieur Yamar M'BODJ
Conseiller Sécurité Alimentaire
CILSS
B.P. 7049
Ouagadougou 03 (BURKINA FASO)
Tél: 226-30 67 58 / Fax: 226-30 67 57 / E-mail: CILSS@se.cilss.bf

Monsieur Oumar KAMARA
Directeur PRORES et PREGEC
CILSS
B.P. 7049
Ouagadougou 01 (BURKINA FASO)
Tél: 226-31 24 71 / Fax: 226-31 17 85

Monsieur Mamadou DIOUF
Directeur des Applications Agrométéorologiques
Centre AGRHYMET
B.P. 11011
Niamey (NIGER)
Tél: 227-73 37 03 / Fax: 227-73 24 35 / E-mail: diouf@sahel.agrhymet.ne ; agrhymet@intmet.ne

Monsieur Sékou HEBIE
Coordonnateur DIAPER
Projet CILSS/DIAPER
B.P. 11011
Niamey (NIGER)
Tél: 227-73 31 16 / Fax: 227-73 24 35 / E-mail: diaper@sahel.agrhymet.ne

Monsieur Ibrahim LAOUALI
Conseiller
Projet CILSS/DIAPER
B.P. 11011
Niamey (NIGER)
Tél: 227-73 37 03 / Fax: 227-73 24 35 // E-mail: diaper@sahel.agrhymet.ne

CANADA

Madame Chantal LEWIS
CILSS - ACDI
Ambassade du Canada
B.P. 548
Ouagadougou (BURKINA FASO)
Tél: 226-31 18 94 / Fax: 226-31 19 00

ETATS-UNIS

Mr. Eric PICARD
Office of Food for Peace
Bureau for Humanitarian Response
USAID
Suite 7.6, RRB
1300 Pennsylvania Avenue
Washington, D.C. 20523 (USA)
Tél: 202-712 1827 / Fax: 202-216 3042 / E-mail: erpicard@usaid.gov

Mr. Rod KITE
Economiste
USAID/SWA/RP
Direction de l'Afrique
Washington, D.C. 20523 (USA)
Tél: 202-712 4151 / E-mail: rkite@usaid.gov

Mr. Kevin STURR
USAID/FEWS Project
BP 34
Bamako (MALI)
Tél: 223-22 94 60 / Fax: 223-22 39 33 / E-mail: ksturr@usaid.gov

FRANCE

Secrétariat d'Etat à la Coopération
1bis, Avenue de Villars
75007 Paris (FRANCE)

Madame Laurence COLINET
Monsieur Franck HUMBERT
Monsieur Thierry THURIET

Tél: 01 53 69 30 68 / Fax: 01 53 69 30 48

PAYS-BAS

Monsieur Frank van der STAALJ
Ministère des Affaires Etrangères
Postbus 20061
2500 EB La Haye (PAYS-BAS)
Tél: 31-70-348 6117 / Fax: 31-70-348 5956

SUISSE

Monsieur Theo ERNI
Direction du Développement et de la Coopération / SDC
DHA/SDR
Département Fédéral des Affaires Etrangères
Eigerstrasse 71
3003 Berne (SUISSE)
Tél: 41-31-322 3515 / Fax: 41-31-324 1694 / E-mail: theo.erni@deza.admin.ch

C.E.

Monsieur Philippe DE VILLELONGUE
Direction Générale du Développement
Unité Sécurité et Aide Alimentaires
Bureau G1-2/69
200, rue de la Loi
B-1049 Bruxelles (BELGIQUE)
Tél. 32-2-299 2599

FAO

Monsieur Stéphane JOST
Agro-économiste
FAO/SMIAR
ESCG/D 867
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome (ITALIE)
Tél: 39-6-5705 6223 / Fax: 39-6-5705 4495 / E-mail: stephane.jost@fao.org

PAM

Monsieurs Georges-André SIMON
Interfais PAM
Chef, Groupe d'Information sur l'Aide Alimentaire
Bureau AX 621
Via Cristoforo Colombo, 426
00145 Rome (ITALIE)
Tél: 39-6-6513 2796 / Fax: 39-6-6513 2451 / E-mail: george.simon@wfp.org

Monsieur Oscar SARROCA
 PAM
 Chef, Section du Sahel, OSA/3
 Bureau de l'Afrique
 Via Cristoforo Colombo, 426
 00145 Rome (ITALIE)
Tél: 39-6-6513 2505 / Fax: 39-6-6513 2835 / E-mail: oscar.sarroca@wfp.org

Monsieur Jamie WICKENS
 Directeur Régional
 PAM
 01 B.P. 575
 Ouagadougou 01 (BURKINA FASO)
Tél: 226-30 60 77 / Fax: 226-31 38 17

IGAD

Mr. Ahmed Y-HABANE
 Head, Early Warning & Food Information Systems
 P.O. Box 2653
 DJIBOUTI
Tél: 253-356397 / Fax: 253-356284 / E-mail: Habbane@intnet.dj

ONG

Monsieur Denis MICHIELS
 AEDES
 34, rue Joseph II
 1090 Bruxelles (BELGIQUE)
Tél: 32-2-219 0306 / Fax: 32-2-219 0938 / E-mail: aedes@infoboard.be

Monsieur Daniel van der STEEN
 Collectif Stratégies Alimentaires (CSA)
 184D; Boulevard Léopold II
 1080 Bruxelles (BELGIQUE)
Tél: 32-2-412 06 60 / Fax: 32-2-412 06 66 / E-mail: CSA@skynet.be

COBEA

IUT d'Orsay
 BP 127, Plateau du Moulon
 91403 Orsay (FRANCE)

Monsieur Jean-Jacques GABAS (Maître de Conférence)
E-mail: gabas@iut-orsay.fr
 Madame Véronique ANCEY
E-mail: ancey@club-internet.fr
 Monsieur Marc LAUTIER
Tél: 01 69 33 61 24 / Fax: 01 60 19 33 18

SOS SAHEL

Ms. Penny JENDEN
1 Tolpuddle Street
Londres N1 0XT (ROYAUME-UNI)
Tél. 44-171-837 9129 / Fax: 44-171-837 0856 / E-mail: sossaheluk@gn.apc.org

CONSULTANTS / OBSERVATEURS

Monsieur Johny EGG
Chercheur
INRA/ESR
Place Viala
34060 Montpellier cedex 1 (FRANCE)
Tél. 04 99 6122 57 / Fax: 04 99 54 58 05 / E-mail: egg@ensam.inra.fr

Monsieur Roger PONS
40, Boulevard des Invalides
75007 Paris (FRANCE)
Tél: 01 47 83 94 92 et c/o Club du Sahel

Madame Béatrice KI-ZERBO
Consultante COBEA
01 BP 606
Ouagadougou (BURKINA FASO)
Tél: 226-31 16 46 / Fax: 226-31 72 05

Madame Marie-Christine LEBRET
Economiste - Consultant Club du Sahel
33, Boulevard Saint Martin
75003 Paris (FRANCE)
Tél: 01 42 78 83 64 / E-mail: MCLEBRET@PRATIQUE.FR

CLUB DU SAHEL/OCDE

2, rue André-Pascal
75016 PARIS

Monsieur Roy STACY
Directeur

Monsieur Jean-Marc PRADELLE
Directeur-Adjoint

Monsieur Carol VOYER
Conseiller

Madame Barbara BROUWER
Conseiller

Monsieur Laurent BOSSARD
Consultant

Monsieur Serge SNRECH
Administrateur